

B R E S I L

G R A N D C A R A J A S

"Un projet national pour l'exportation"

Dossier préparé et rédigé
par le Comité FRANCE - BRESIL
Janvier 1983



Note de présentation

- 1 - Carajas : la France et la CEE ont signé ✓
 - 1.1 - Le projet du siècle
 - 1.2 - Un projet élaboré au Japon
 - 1.3 - Perspectives médiocres
 - 1.4 - La France et Carajas
 - 1.5 - Le projet financé par la Banque Mondiale : un ethnocide bien organisé

- 2 - Carajas : le projet et ses conséquences ✓

Historique

Un projet national d'exportation

Le secteur minier aux mains de l'étranger

Ce qu'il y a derrière le projet : la dette extérieure

Les conséquences de Carajas

 - au niveau national
 - sur le problème de la terre
 - dans les villes de la région
 - sur l'environnement

Carajas : omission de la dimension sociale

Les alternatives au projet

- 3 - Annexes
 - 3.1 - Le conflit d'Araguatins dans le "Bico do Papagaio"
 - 3.2 - La motion des O.N.G. à Bruxelles et la réponse du Ministre des Relations Extérieures de la France ✓
 - 3.3 - Article de "Ciencia hoje", revue de vulgarisation scientifique de la Société Brésilienne pour l'Avancement de la Science (en portugais)

Carajas : la solution ou le fond de l'abîme

L'usine hydro-électrique et la voie ferrée

La réalité du potentiel minier

Pourquoi maintenant et sous cette forme ?

Ce qui est attendu de l'agriculture

Une nouvelle frontière pour le XXIème siècle

Les Indiens paient les premiers et le plus cher

- 3.4 - Raw Materials Report (en anglais)
Le projet Grand Carajas - Raison et passion
L'internationalisation de l'Amazonie
La pollution et les activités du Grand Carajas
Ressources financières alternatives
- 3.5 - Carajas : les points de vue de Oziel Carneiro, qui fut
Secrétaire exécutif du Conseil Interministériel du Programme
Grand Carajas et de Mgr Alano Pena, évêque de Marabá
- 3.6 - Article du Brésil des travailleurs (Fev. 82) : Carajazao
Projet Carajas : Brésil, grenier du monde
La stratégie pour Carajas
Une exigence : arrêter les conflits ruraux
L'importation consomme 79 % de l'aide de la BIRD
- 3.7 - Article de La Lettre (Oct. 81) : Le Bico do Papagaio
Tout un peuple traité en ennemi public n° 1
20 000 familles d'agriculteurs sans terre ou en cours d'expulsion
Fazendeiros, organismes de l'Etat, conjuguent leurs moyens
pour expulser les posseiros
Les raisons de l'Etat
Les posseiros résistent : il faut les aider
- 3.8 - Article de Ouest France (Janv. 83) : Angelo, paysan brésilien
Si nous vivons encore, c'est parce que nous sommes tétus
Un homme du Sud a débarqué : nous devons partir
Ce jour-là, un hélicoptère de l'armée mitraille le fleuve
Après les animaux et les maladies, nous devons affronter les
hommes

4 - Sources et bibliographie

B R E S I L

G R A N D - C A R A J A S

"Un projet national pour l'exportation"

NOTE DE PRESENTATION

Fin Juillet 1982, les 10 pays membres de la CEE ont accordé un prêt de 600 millions de dollars à une compagnie gouvernementale brésilienne, la Compagnie Vale do Rio Doce (CVRD). Ce prêt est destiné à l'exploitation d'immenses mines de fer situées à Carajas, en Amazonie Orientale.

Edgard PISANI, le Commissaire chargé de la politique de développement de la CEE avait émis un avis défavorable. En outre, l'Assemblée Générale des O.N.G. Européennes avait voté, le 1er Avril 1982, à Bruxelles, une motion attirant l'attention des gouvernements sur les graves conséquences du projet.

Le projet FER CARAJAS, objet du prêt de la CEE, est en effet, l'exemple même de l'exploitation, par les pays du Nord, des matières premières des pays du Sud, au profit du capitalisme international, avec pour conséquences immédiates, l'oppression des populations locales et la dégradation des ressources naturelles.

La raison, ou le prétexte, qui, du côté du gouvernement brésilien, soutend ce projet, comme en fait tout le projet Grand Carajas - dont le projet Fer est le noyau central - est l'énorme endettement du pays. Cet endettement record de plus de 80 milliards de dollars, a fait la une, avec celui du Mexique, de la presse internationale, durant le mois de décembre dernier, car il met en péril le système monétaire occidental.

Quand on parle du projet Grand Carajas, il s'agit non seulement du projet Fer, objet du financement de la CEE, mais aussi de l'exploitation

de toutes les autres ressources minières de la région et de l'intégration de gigantesques projets agro-industriels et forestiers. La superficie concernée est supérieure à celle de la France. Le projet Carajas, défini comme un projet national d'exportation, est présenté par les autorités brésiliennes, comme le projet de "salut national"

Exporter, mais à quel prix ? Au Brésil, on sait déjà que le projet Fer Carajas ne sera pas rentable, du moins pour le Brésil. Un organisme gouvernemental dépendant de Delfim Netto montrait même, en Septembre 82, que l'ensemble des projets approuvés dans le cadre du Grand Carajas (dont le projet Fer) ne contribueront que fort peu à réduire la croissance excessive de la dette extérieure. D'autres disent qu'il contribuera à l'augmenter, comme cela a été le cas pour les projets précédents (par exemple, le projet JARI).

La dévastation des forêts, l'expulsion violente et souvent illégale des paysans, la spéculation foncière, le non-respect de l'écologie et de l'environnement, la disparition des tribus indigènes ... ont déjà été dénoncés. Aujourd'hui, c'est notamment la région du "Bico do Papagaio" (bec du perroquet) qui est le siège des conflits les plus violents.

→ [La bonne conscience de certains pays signataires se retranche derrière un programme de 13,6 millions de dollars financé par la Banque Mondiale et destiné à la "protection" des populations de la zone de Carajas:

- Il convient cependant de souligner que ce programme ne concerne qu'une des parties en cause dans ce projet : les Indiens. Il ne concerne ni la protection de l'environnement, ni le maintien dans la zone du projet des populations "non-indiennes". Le problème des "posseiros", violemment expulsés ou dépossédés des terres qu'ils travaillent, est le problème essentiel de la région, et il n'est pas pris en considération par le projet.

- Quant aux Indiens, aux tribus indigènes de la région, le programme dit vouloir les protéger ; or, il s'agit en réalité, de les "intégrer" pour qu'à très court terme, ils puissent être employés comme main d'œuvre bon marché dans le projet. C'est du reste ce que ne craint pas de

reconnaitre crûment Nestor Jost, directeur du Conseil du Grand Carajas.

Le projet Carajas ne fait que démarrer : c'est un projet gigantesque. A titre indicatif, on peut souligner que, sur le plan financier, son coût est 6 fois plus important que celui du gazoduc soviétique. En valeur réelle, le financement de la CEE et celui de la Banque Mondiale ne représentent à eux deux que 1,5 % du coût total du projet, mais leur poids politique est énorme. Toutefois le projet ne fait que commencer et il va durer des années : il est encore temps d'agir et de réagir.

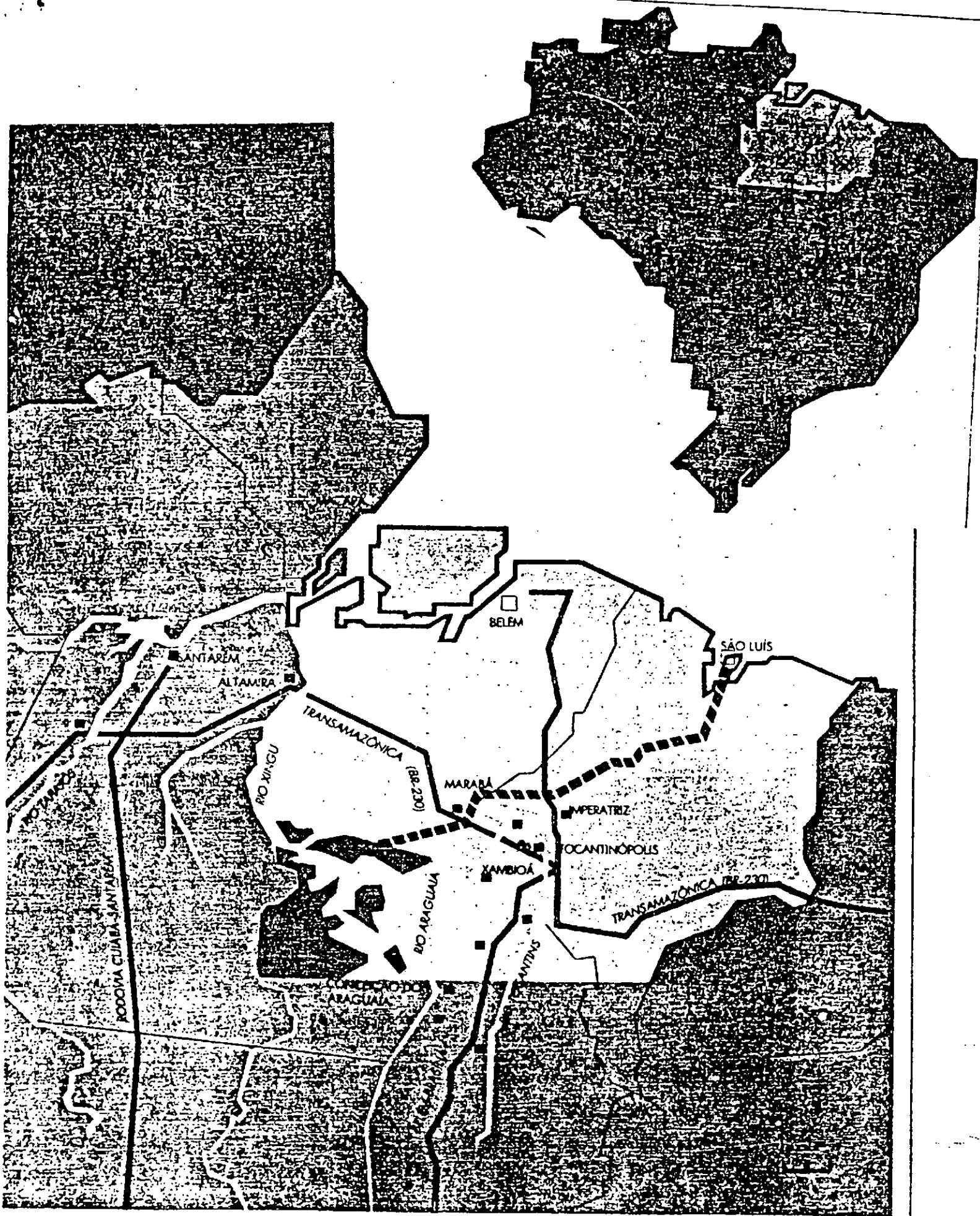
Il faut demander aux gouvernements signataires :

- que, dans le cadre du financement de la CEE déjà signé, les décaissements du prêt soient liés, non seulement au respect de l'esprit du programme de la Banque Mondiale, mais, d'une façon plus large, au respect des droits légitimes de toutes les populations, en particulier des indiens et des petits agriculteurs (les "posseiros"); une mission à laquelle devront participer des ONG Européennes, devra être envoyée sur place pour contrôler le respect des engagements;

- que les financements ultérieurs soient liés contractuellement à la préoccupation de protection de toutes les populations et de respect des droits de l'homme;

- que ces financements interviennent plus dans l'optique d'une nouvelle politique des relations Nord - Sud que dans la consolidation d'un modèle injuste;

- que soit effectué un relevé de tous les financements (signés ou projetés) des banques françaises nationalisées dans la région de Carajas et que cette liste soit soumise au contrôle de la Commission "ad hoc" de l'Assemblée Nationale Française (valable pour la France seulement).



zone des mines de Carajas



zone du projet du Grand Carajas
(90 millions d'hectares)

● ● ● chemin de fer

— routes